

PARTICIPATION À Comment

«Quelle crédibilité reste-t-il à l'élection présidentielle d'avril 2009 lorsque le principal organisateur, le Premier ministre M. Ouyahia, a dit publiquement que l'opposition ne prendra pas de sitôt le pouvoir ? L'un de ses alliés, l'islamiste Soltani, a déclaré avec une légèreté déconcertante que le président sera élu avec ou sans la participation des électeurs. Le troisième allié, le chef du FLN, quant à lui, a d'ores et déjà arrêté le taux de participation à 65 %. De plus, cet organisateur traîne toujours les stigmates politiques relatifs à des élections organisées sous son règne», déplorait, il y a quelques semaines, un cadre d'un parti de l'opposition. Pour cette opposition comme pour le pouvoir, l'enjeu du scrutin du 9 avril est le taux de participation.

Dans cette bataille à distance, le pouvoir a plusieurs atouts que l'opposition ne possède pas, à savoir la capacité d'influer sur les événements et singulièrement sur les résultats des urnes. Mais les partisans du boycott ont tout de même remporté une manche. Ils ont réussi à installer le doute dans le camp adverse.

Effectivement, le déploiement inconsidéré des moyens de l'Etat et de sa force de persuasion quotidiennement révèle une situation de doute au niveau supérieur du pouvoir : une faible participation est synonyme de discrédit de ces élections.

Actuellement, cette issue n'est pas à exclure. Dès lors, le pouvoir sera tenté par une solution administrative : élaborer ses propres P-V de résultats. En outre, la tentative du pouvoir de forcer la main aux électeurs ne se fera pas sans dégâts. «...Je me demande si je suis face à un président ou à un candidat. Il (le candidat-président, ndlr) utilise les moyens de l'Etat, les médias lourds, l'administration et l'argent du Trésor public», constate Fawzi Rebaïne, l'un des candidats et d'ajouter que le climat politique est pollué.

Le programme électoral entamé en 2007 visant à garder le pouvoir se poursuivra inéluctablement jusqu'au soir du 9 avril. Les cinq adversaires de Bouteflika ont-ils les moyens de lui tenir tête ainsi qu'à l'administration ? Sûrement pas.

Les capacités des trois lièvres : huit fois moins importantes que celles du président-candidat

Quelles sont les capacités au plan électoral, ceux que les observateurs qualifient comme étant de simples lièvres, pour les élections d'avril 2009 ? La détermination de leurs capacités politiques appartient, au demeurant, aux seuls électeurs et militants de leurs partis respectifs.

Mais, faisons la comparaison des performances des uns et des autres pour tenter de cerner un tant soit peu la crédibilité de ces

lièvres et par conséquent la charge compétitive de l'élection présidentielle d'avril 2009.

À la présidentielle de 2004, Louisa Hanoune a été créditée d'un score de 101 630 voix. 63 761 voix ont été attribuées à Fawzi Rebaïne.

Le collège électoral a été estimé, en 2004, à plus de 18 000 000 voix. Les scores réalisés par Hanoune et Rebaïne représentaient moins de 2 % comparés à celui réalisé par le candidat Bouteflika qui a engrangé 8 651 723 voix.

Moussa Touati n'a pas participé aux joutes de 2004. Cependant, ses partisans du FNA ont concouru en 2007, pour les intérêts des conseillers communaux, des députés et de leur parti. Ce qui les motive à déployer de l'énergie pour rameuter davantage les électeurs. Le chef du FNA était, par ailleurs, le principal animateur pour son parti lors des campagnes pour les élections législatives et locales d'avril 2007. Au final de ces deux campagnes, 4,22 % des électeurs ont voté pour les listes du FNA à la députation et 836 305 autres électeurs ont choisi les candidats du FNA aux communes et aux APW.

En conclusion, ce n'est qu'une simple hypothèse de travail. On constate à travers ces statistiques que le cumul des voix des trois meilleurs candidats face à celui du pouvoir ne représente qu'environ 1/8 des voix affectées par l'administration au président-candidat en 2004.

Cette comparaison révèle la disproportion des forces en compétition et dévoile un écart qu'il serait miraculeux de combler le jour du vote. Les trois autres candidats aux élections d'avril 2009 sont, pour l'heure, de parfaits inconnus pour la majorité des électeurs.

Participation, enjeu réel et craintes de bourrage des urnes

Citoyens et grand nombre d'observateurs ne se font plus d'illusion sur l'issue favorable au président-candidat du scrutin du mois prochain. Le chemin de la

victoire étant solidement balisé, reste pour le pouvoir de régler l'équation du taux de participation. Or, présentement, et à travers les déclarations des chefs des partis de l'Alliance présidentielle, le constat est amer pour le régime.

Le citoyen ne montre, pour l'heure, que très peu d'intérêt pour les prochaines élections. Il (le pouvoir) sera donc tenté par la solution de facilité. Faire voter les absents. C'est la méthode usitée habituellement, particulièrement lors du référendum portant approbation à plus de 85 % de la charte pour la paix et la réconciliation nationale. Elle a été, rappelons-le, utilisée deux fois en 1997 pour projeter le RND à la première place lors des élections locales et législatives.

A l'époque, l'administration avait fait voter une partie des électeurs absents au profit de ce parti. Ainsi, le taux de participation a été revu à la hausse et le RND, qui est arrivé, en terme de résultats réels, dernier, a vu grimper ces derniers pour occuper la première place.

Plusieurs indices laissent, en effet, les observateurs sceptiques quant à la régularité du prochain scrutin présidentiel. L'examen des modalités techniques mises en pratique lors des votes confirme ces craintes.

Selon les articles 40, 41, 59 de la loi organique 97/07 portant régime électoral, tous les responsables en charge directement du processus électoral sont désignés, pour le jour du vote, par l'administration locale notamment le personnel des bureaux, des centres de vote et des commissions électorales communales.

Les membres des commissions électorales de wilaya sont conjointement désignés par le ministre de la Justice pour le président (article 88) mais par le wali en ce qui concerne le vice-président et les deux assesseurs.

De plus, tous les responsables qui interviennent en amont le jour du scrutin notamment les walis, les SG des wilayas, les magistrats, les responsables des services de sécurité, les direc-



Photo : Samir Sid

Une faible participation est synonyme de discrédit des élections.

teurs exécutifs et surtout les chefs de daïra sont nommés par décret présidentiel, c'est-à-dire le candidat.

La majorité d'entre eux ont un pouvoir décisionnel sur la gestion et le déroulement du scrutin. Soyons néanmoins prudents dans la systématisation de l'insinuation. Mais, d'un autre côté, dans ce climat délétère régnant dans le pays, fait d'allégeance massive et de reniements, les hommes et femmes qui ont un poste de responsabilité et qui osent se mettre en face du clan au pouvoir ne font pas long feu.

Plusieurs d'entre eux ont fait la mauvaise expérience pour se faire débarquer illico presto. Pour revenir à la gestion du scrutin, le rôle des chefs de daïra est stratégique. Ces derniers procèdent au filtrage des listes des personnels des centres et bureaux de vote et proposent les 4 membres des commissions électorales communales aux walis pour réquisition.

Ils peuvent également faire pression sur des présidents de bureaux de vote pour leur signer des P-V de dépouillement antidatés. Cela a été fait par le passé.

C'est la méthode du bourrage des urnes. Il y a également des membres de bureaux de vote qui acceptent malheureusement de communiquer de faux résultats.

C'est par le canal des daïras que transitent, en outre, les chiffres des sondages, au sujet de la participation et de son évolution heure par heure. Il n'existe aucune instance autonome qui réalise cette évaluation.

Cette forme de fraude (par les urnes) n'est pas facile à systématiser sur les quelque 43 000 bureaux de vote, disséminés à travers le territoire national, en plus de ceux de l'émigration. Mais, sur 1 541 commissions

électorales communales et quelques dizaines de commissions en charge du vote de l'émigration, le champ d'action se rétrécit et la manœuvre plus aisée.

On a vu, par le passé, des responsables interdire systématiquement aux candidats ou à leurs représentants l'accès aux travaux de ces commissions, comme la loi leur en donne la possibilité (articles 58 et 164).

C'est par le biais de ces commissions que le RND s'est retrouvé double vainqueur en 1997. Il y a lieu de rappeler que les P-V élaborés par ces commissions communales sont des récapitulatifs de ceux des bureaux de vote.

Ils sont transmis à une échelle supérieure, à la commission électorale de wilaya.

Cette instance, au terme de l'article 165, fonctionne de manière opaque. Et pour cause, il n'est nullement fait mention dans la loi que le candidat ou son représentant a droit d'assister aux travaux. Le même article offre, toutefois, la possibilité au candidat ou à son représentant de récupérer la copie du P-V.

Cette disposition est malheureusement aléatoire. La loi exige que les résultats des bureaux, récapitulés dans les P-V globaux des commissions électorales communales, transitent d'abord par les commissions électorales de wilaya pour être ensuite acheminés au niveau du Conseil constitutionnel.

Ce n'est souvent pas le cas. Les P-V transitent le plus souvent par les daïras et la wilaya (administration).

Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et les wilayas n'ont qu'un rôle de soutien logistique. Mais, partant du fait de ce que tout le monde sait sur le fonctionnement parallèle

d'une partie de l'administration et de l'exercice opaque du pouvoir dans notre pays, toutes les lectures et toutes les supputations sont permises.

Absence de contrôle autonome

L'impuissance des 5 candidats à contrer la machine électorale du pouvoir, qui s'est mise en branle bien avant l'heure, n'est que l'aveu de leur incapacité à contrôler les événements liés à la campagne et à l'élection prochaine. Dans le cas contraire, cela devient de la compromission. C'est donc certain, la vérification des préparatifs de cette élection leur échappe totalement.

A titre d'exemple, aucun d'eux n'a la possibilité de vérifier si les candidatures de ses adversaires sont conformes aux exigences de la loi. Aucun d'eux ne pourrait vérifier si l'administration n'est pas impliquée dans la collecte des signatures et si ces paraphes sont légalisés selon les exigences de la loi.

Les confidences que nous avons recueillies auprès de certains responsables du mouvement associatif jettent le doute. Par ailleurs, à considérer que les candidats dits petits regroupent leurs forces respectives le jour J, ils ne seront probablement pas en mesure d'être présents, par le truchement de leurs représentants dans tous les rouages en charge de l'élection. Auront-ils les capacités de contrôler, de manière autonome, par rapport à l'administration, le vote ?

L'expérience et les statistiques, s'agissant de la présence des contrôleurs dans les bureaux, les centres et les commissions communales, lors des précédents scrutins, nous disent que non.